

Mme von der Leyen et le nucléaire ?

Le discours prononcé à Paris le 10 mars au Sommet Nucléaire par la Présidente de la Commission Européenne est riche d'enseignements. Sera-t-il aussi riche d'un futur d'actions concrètes ?

Le discours, concordance notable, reprend presque mot pour mot l'analyse récente du Chancelier allemand Merz, en déclarant que le retrait de l'énergie nucléaire depuis plusieurs années par l'Union Européenne a été *une erreur stratégique grave*. Eclair de lucidité ! Sous l'impulsion, entre-autres de l'Allemagne, le diktat vert antinucléaire a en effet eu force de loi, d'abord à la Commission qui propose, ensuite au Conseil et au Parlement Européen qui décident. La vision était aux renouvelables complétées par du gaz russe bon marché. La crise ukrainienne de 2022 a secoué le cocotier. REPowerEU devait changer la donne. Dans les faits, la poussée des renouvelables s'est fortement accentuée, mais avec du gaz venu d'autres fournisseurs, en particulier en passant au gaz liquéfié américain et qatari, beaucoup plus cher et bien pire pour le climat et l'environnement, et dont, quand il est de schiste, il est bon de rappeler que l'exploitation est d'ailleurs interdite dans la plupart des pays européens. Mais pas de souci, le recours au gaz était réputé être transitoire en attendant la magie de l'arrivée du « tout » renouvelable ou de la capture et stockage du CO₂. Le nucléaire n'était pas dans l'épure ou à la marge, et d'ailleurs transitoire lui aussi, dans les termes de la taxonomie. Force est de constater qu'après l'alerte russe, il a fallu celle sur le Moyen-Orient pour réveiller les consciences et libérer la parole, jusqu'à reconnaître, bien tardivement, les illusions irresponsables. Mais est-ce unanimement reconnu et acquis ?

Les chiffres de Mme Von der Leyen concernant la contribution du nucléaire à la consommation électrique dans l'Union sont intéressants à analyser. Elle mentionne une contribution d'un tiers dans le passé, ce qui est correct pour la période entre 1990 et 2010 environ, avec 140 GW installés à ce moment. Elle poursuit en indiquant environ *seulement* 15% aujourd'hui. Ce chiffre n'est pas correct, il est de 22-23% avec 100 GW installés. Par ailleurs il faut noter le mot *seulement* qui a été prononcé alors qu'il n'était pas dans le discours préparé par les Services de la Commission. Ce *seulement* pourrait-il vouloir dire *trop peu* ?

Ceci nous amène au PINC, le Programme Indicatif Nucléaire de la Communauté, document publié par la Commission le 10 mars 2026, jour du Sommet Nucléaire, proposant un scénario moyen 2050 avec 150 GW de nucléaire. Si l'on estime que la consommation électrique va doubler d'ici là, cela correspondrait en effet à environ 15%, chiffre d'ailleurs utilisé depuis 2018 par la Commission dans son Pacte Vert (Green Deal). Peut-on déduire du discours de Mme von der Leyen que 15% de nucléaire ne sera pas suffisant ? Dans ce cas, nous serions, à SLC, entièrement d'accord.

D'autres éléments du discours sont aussi à relever. A plusieurs reprises, insistant sur la combinaison nécessaire des moyens décarbonés de production d'électricité, Mme Von der Leyen a cité en premier lieu le nucléaire et ensuite les renouvelables. C'est remarquable dans un discours de la Présidente de la Commission Européenne. Peut-on rêver qu'elle a ainsi indiqué l'ordre des priorités pour l'Institution qu'elle dirige ?

Pour le reste, elle s'est concentrée essentiellement sur les SMRs et la Fusion, en mentionnant un fonds de garantie de 200 Millions Euros (jusqu'en 2028) pour les SMRs et un montant de 5 milliards pour la Fusion. Là, les priorités ne nous paraissent pas judicieuses. Sans vouloir sous-estimer le potentiel des SMRs et donc reconnaître que les montants indiqués pourraient être inversés si l'on veut les déployer rapidement, il faut avant tout mettre la priorité sur le prolongement de grands réacteurs existants et la construction d'une flotte qui devra les remplacer dans les 10 à 20 ans qui viennent. Les conditions doivent être établies d'urgence, y compris au niveau européen, pour favoriser les investissements nécessaires, et viser globalement non pas 150 GW de capacité nucléaire mais au moins le double, pour arriver à 30% d'électricité d'origine nucléaire, décarbonée et pilotable en 2050 en Union Européenne, tout en laissant le choix de son mix énergétique à chaque Etat Membre comme prévu par le Traité.

Or, durant ces derniers mois et semaines à Bruxelles, l'on constate une frénésie d'initiatives européennes qui, très globalement, restent dans la logique du Green Deal et peuvent se résumer ainsi : il nous faut décarboner (zéro émission en 2050), il faut donc électrifier (doubler en 2050), il faut donc accélérer le déploiement des renouvelables... tout cela étant déjà acquis... et, on semble le découvrir, il faut donc aussi développer massivement le stockage, les réseaux électriques de transport et de distribution, et la gestion dynamique de la demande. Le nucléaire ? Oui bon, pour ceux qui le veulent, mais cela arrivera globalement trop lentement et coûtera beaucoup trop cher.

On continue en même temps à utiliser des mots magiques comme « neutralité technologique », faisant miroiter un traitement équitable entre renouvelables et nucléaire, tout en maintenant que les moyens pilotables devront forcément être flexibles pour s'adapter à l'intermittence des renouvelables. Ce qui correspond par ailleurs déjà à l'organisation du marché basé sur un ordre de mérite fixé par le coût marginal de production, sans considération pour les coûts système générés par l'intermittence. La

condition « de flexibilité » imposée récemment par la Commission à la Pologne pour lui accorder son Aide d'Etat pour la construction de sa première centrale nucléaire crée un précédent qui pourra avoir des conséquences néfastes pour les investissements nucléaires futurs. Ces investissements étant très capitalistiques, ils ne peuvent se justifier que si les installations fonctionnent la plus grande partie du temps, pour faire simple, en base.

Il reste donc bien du chemin à parcourir avant d'espérer voir le discours de la Présidente de la Commission se prolonger par des actions concrètes qui promouvront vraiment le nucléaire, au sens du Traité Euratom et dans le respect de celui de Lisbonne, en lui reconnaissant toute sa valeur pour un futur mix électrique décarboné, abordable et fiable, au service de la société européenne, de ses citoyens et de ses entreprises.

Pour cela, il faudra reconnaître et affirmer :

- que la dépendance aux importations de gaz, d'où qu'elles viennent, est un péril pour l'Union Européenne et un handicap majeur dans la compétition mondiale,
- que la prolongation de vie des centrales existantes est le moyen le plus économique de produire de l'électricité décarbonée et qu'elles doivent donc être préservées en toute sûreté,
- que la durée de vie prévue à 80 ans des nouveaux réacteurs fait qu'un investissement même important aujourd'hui doit être considéré comme une richesse majeure pour les générations futures,
- que le nucléaire est et restera très capitalistique, même dans le cas des SMRs, et que dès lors il doit fonctionner le plus possible en base pour assurer sa rentabilité, ce qui rend caduque la volonté de forcer le nucléaire à être flexible en s'effaçant systématiquement devant les productions renouvelables quand celles-ci produisent,
- que dès lors, il faut inverser les priorités fixées dès 2018 par le Green Deal. Comme indiqué dans le discours de Mme Von der Leyen, la priorité doit être au nucléaire, ce qui, soyons clair, ne veut pas dire qu'il ne faut pas de renouvelables mais qu'il faut cesser de ne parler que d'eux, car « c'est gratuit », en masquant leurs indispensables soutiens (stockage, réseaux, gestion de la demande et flexibilité) sur base de « y a qu'à »,
- que ce changement de priorité exige automatiquement une révision structurelle du marché de l'électricité et en particulier de l'ordre de mérite,
- qu'il est donc des plus urgent de faire ce qui aurait dû être fait depuis longtemps, mais a été volontairement ignoré, à savoir une étude économique des coûts totaux du système électrique, avec attribution correcte des coûts à ceux qui les engendrent. Les coûts de stockage, et, en grande partie aussi, les coûts réseaux et de flexibilité sont dus à l'intermittence. C'est à ceux qui la génèrent d'en porter les coûts.

- Enfin, qu'il faut éviter que les lobbys directement bénéficiaires des choix de politique énergétique ne dictent leur loi à Bruxelles, qu'ils soient du côté production, stockage ou réseaux. On peut juger de leur influence en lisant entre les lignes le rapport ENTSO-E sur le blackout espagnol, modèle de rapport politique tournant autour du diagnostic sans le faire clairement.

Les Institutions Européennes, en premier lieu la Commission, seront-elles à la hauteur de cet enjeu ?

Marc Deffrennes

VP Europe SLC

Copyright © 2026 Association Sauvons Le Climat